

Le 12 décembre : urgence sociale !

Stoppons les emplois menacés ou supprimés !



Après une mobilisation le 13 novembre aux côtés des salarié·es du groupe Michelin suite aux annonces de la fermeture des sites de Cholet et de Vanne, l'Union départemental CGT du Puy de Dôme était à nouveau présente vendredi 15 novembre pour apporter soutien aux salarié·es de l'hypermarché Clermont-Ferrand Auchan Nord dont le groupe a annoncé de manière brutale et indigne la fermeture imminente.

C'est une nouvelle fois 200 emplois qui se voient sacrifiés sur l'autel de la finance. La technique est bien rodée dans le domaine de la grande distribution. Avec la généralisation des franchises, les grands groupes ferment et s'échangent des magasins afin de satisfaire l'appétit féroce d'actionnaires qui n'ont que faire des drames humains dont ils sont les premiers responsables.

Car bien plus qu'un hypermarché, c'est tout un quartier et sa population qui sont victimes dans ce choix stratégique du groupe Auchan. Depuis l'annonce de la fermeture, les témoignages d'indignation se multiplient dans les médias locaux. Des témoignages de personnes qui depuis 40 ans viennent faire leurs courses ici et qui n'auraient jamais imaginé que ce magasin ferme ses portes. Dans le cas de Michelin comme dans ceux du groupe Auchan, les annonces ont été faites sans consultation des représentantes et représentants du personnel. Ces groupes n'ont que faire du respect du code du travail et peuvent compter sur le soutien d'une politique gouvernementale qui ne viendra jamais mettre aucun bâton dans leurs funestes projets. Alors que des dizaines de milliers de licenciements sont annoncés, l'assurance chômage est également au centre des préoccupations. Le projet de loi prévoit des économies supplémentaires, menaçant encore davantage les droits des intermittent·es, des précaires et de l'ensemble des travailleuses et travailleurs qui risquent de bientôt perdre leurs emplois.

Ce n'est plus le patronat mais bien la finance qui dirige les orientations stratégiques des ces multinationales qui se gavent d'argent public sans aucune contrepartie. La réalité est bien là, c'est notre propre argent qui finance les licenciements.

C'est un échec flagrant de la politique de l'offre mise en place par le gouvernement Macron depuis son arrivée au pouvoir. Des politiques d'austérité mises en place par les gouvernements successifs depuis 2017 et qui affectent également les services publics et le système de protection sociale. Dans le projet de loi de finances 2025 honteusement passé en force par le biais du 49.3, le gouvernement envisage de nouvelles coupes budgétaires, générant une opposition croissante chez les fonctionnaires, les enseignant·es, les retraité·es. La CGT Fonction publique dénonce le gel salarial, le blocage de la prime de pouvoir d'achat spécifique à la fonction publique et l'alignement du régime des arrêts maladie des fonctionnaires sur celui du privé.



Les agent·es des trois versants de la fonction publique annoncent une grande journée d'actions le 05 décembre et la CGT du Puy de Dôme sera à leurs côtés pour dénoncer le milliard d'euros d'économies que le gouvernement Barnier souhaite faire sur les dos des agent·es. En préambule de cette journée, c'est le secteur de la petite enfance qui était mobilisé le 19 novembre dernier devant le centre de gestion à Clermont-Ferrand.

Les questions de salaires, d'emplois et des services publics et aussi de qualité d'accueil étaient au centre des revendications de cette journée de mobilisation. La prise en charge des enfants telle qu'elle devrait être n'est plus possible.

Les conditions de travail mettent en péril les métiers de la petite enfance et favorisent la perte de sens, le ras le bol et le manque d'attractivité de ces métiers dits « humains ».

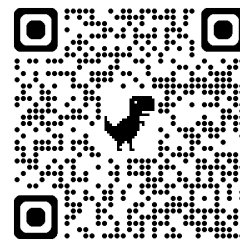
Le 21 novembre, c'est l'ensemble des cheminot·es qui ont amorcé un processus de grève pour dénoncer le démantèlement de la filiale marchandises de la SNCF, décidé par le gouvernement français. Le 1er janvier 2025, la filiale fret du groupe SNCF, qui transportait la moitié des marchandises circulant sur rails, disparaîtra.

Les quatre syndicats représentatifs de cheminot·es (CGT, Unsa, Sud, CFDT) ont appelé, d'une même voix, à une grève le 21 novembre, contre la « *stratégie de dumping social et de rentabilité financière sans limite* » du groupe SNCF et de son ministère de tutelle.

Un second appel à une grève illimitée et reconductible a été lancé, à compter du 11 décembre.

Droit de grève :

mode d'emploi



Dans la continuité de ces actions, l'Union Départementale CGT du Puy de Dôme appelle à multiplier les assemblées générales dans tous les secteurs, publics comme privés, pour poser la question de la grève et de sa reconduction à partir du 12 décembre. Partout dans le pays, les filières industrielles sont touchées de plein fouet : automobile, sidérurgie, chimie, papier, aérospatiale... Des dizaines de milliers de travailleur·euses sont en première ligne, tandis que l'État reste passif et inactif. Face à cette situation, l'initiative de l'inter-syndicale fonction publique du Puy de Dôme sera une étape dans la construction d'une convergence nationale des mobilisations, avec débrayages et grèves, le 12 décembre 2024 pour la pérennité de nos emplois. L'objectif est de mettre la pression sur les seuls responsables de cette crise : le patronat et le gouvernement.

Les effets territoriaux de tous ces licenciements que les travailleuses et travailleurs se voient imposer sont dramatiques. Des régions entières se vident de leurs emplois et voient leur tissu économique et social s'effondrer. L'impact environnemental est également considérable : la production est délocalisée dans des pays aux normes environnementales bien plus faibles. Notre message est clair : nous ne paierons pas ! Les organisations de la CGT expriment leur refus de voir les travailleur·euses payé une crise qu'ils n'ont pas créée. Nous dénonçons la répartition injuste des efforts exigés pour combler les déficits publics et s'opposent aux politiques d'austérité. Ces mesures mettent la pression sur les salaires, les emplois, et les services publics, tout en exonérant les plus grandes fortunes et les grandes entreprises.

Salarié·es, précaires, jeunes, retraité·es et privé·es d'emploi, nous devons nous faire entendre et refuser ces sacrifices injustes. La crise ne doit pas être un prétexte pour démanteler les droits sociaux et pour imposer des sacrifices aux plus fragiles.

Le 12 décembre 2024, l'Union Départementale CGT du Puy de Dôme appelle à créer les conditions d'une grande journée de mobilisation et appelle donc tous les travailleur·euses et les citoyen·nes solidaires à se mobiliser en grève avec leurs syndicats.

Pour défendre les emplois et exiger que les richesses bénéficient à celles et ceux qui les ont produites !

Les violences sociales du patronat, avec la complicité de l'Etat, on n'en veut pas !

Les responsables vont devoir payer et nos emplois, nous allons les sauver !

**Rassemblement et manifestation
10h00 - Place des Carmes
Clermont-Ferrand**



Syndiquez -vous :

www.cgt63.fr